

Question qui me paraît digne d'intérêt. Je pourrai certes me référer en préambule du décès accidentel de Daniel Balavoine, symbole d'une certaine génération et encensé par les médias. Sa chanson « je ne suis pas un héros » en est en effet le symbole.

Pourtant, n'avons-nous pas besoin de retrouver de vrais héros pour que notre jeunesse, notre peuple s'y identifient et surtout pour montrer que le salafiste engagé dans le djihad n'en est pas un mais simplement un criminel de guerre, servant une cause mortifère, obscurantiste sinon sectaire ?

Cette question n'est pas nouvelle si je me réfère à ce rappel historique sur le 17 janvier 1991. Les forces coalisées engageaient le combat terrestre contre les forces irakiennes qui avaient envahi le Koweït. Plus de 500 000 soldats étaient engagés dont plus de 15 000 Français en grande partie dans la division Daguet et ... 20 000 Syriens. En France, la perte de milliers d'hommes au combat était envisagée et 15 000 « body bags » étaient prêts selon les médias du 10 janvier 1991. Plus de 200 000 personnes descendaient dans la rue le 12 janvier 1991 pour refuser l'engagement militaire alors que de nombreuses mesures publiques ou discrètes étaient prises en France pour parer à toute action sur le territoire national. La gestion des médias qui ne connaissaient plus la guerre était aussi un facteur important de la conduite de cette guerre que personne n'avait prévu... comme d'habitude.

La guerre s'arrêta en quelques semaines par la destruction des forces ennemies malgré l'appel à la « Mère de tous les batailles » proclamée par la propagande de Saddam Hussein pour défaire les forces coalisées. Les troupes françaises trempaient leurs fanions dans l'Euphrate mais l'opération ne visant que la libération du Koweït ne se poursuivait pas sur Bagdad afin de faire tomber le dictateur. Peut-être aurait-il fallu le faire pour ne pas revenir douze ans plus tard avec les effets que nous connaissons aujourd'hui. L'histoire ne se refait pas mais elle mérite que l'on s'y réfère pour mieux comprendre les situations contemporaines

Revenu pour présenter le concours de l'école de guerre après ma mission de trois mois d'officier chargé des relations avec la presse dans le Golfe, je suivais durant cette période un troisième cycle à la faculté de droit de Sceaux sur l'administration des organisations internationales. Curieusement et à ma grande surprise, cette université laissait les pro-irakiens afficher leur soutien à Saddam Hussein. Dans les cours, des étudiants irakiens conspuaient la politique de la France sans que qui personne ne les contredise. Finalement, j'étais intervenu lors d'un amphi pour remettre à leur place ces personnes à la stupeur des autres étudiants et de l'enseignant mais les « pro-irakiens » se sont tus. Je constatais déjà l'affaiblissement de la fierté d'être français et cette culture de la soumission.

Hier comme aujourd'hui, l'administration de la République doit agir avec fermeté et discernement. Encore faut-il que des consignes gouvernementales soient données et surtout appliquées quand elles sont données. Hier comme aujourd'hui, l'administration doit assurer ce rôle de relais des décisions de l'Etat lorsque celui-ci est en guerre. Elle doit être aussi informée et a un rôle de relais pour expliquer le contexte.

Ensuite, la mentalité française de la soumission que je pourrai reprocher aujourd'hui existait déjà et les jeunes rencontrés à l'époque, coïncidence (?), auraient justement aujourd'hui l'âge d'une partie des personnes visées le 13 novembre 2015 au Bataclan.

La réaction de mes camarades étudiants avait aussi été surprenante : soutien mais aussi la question « Tu n'as pas peur de prendre ... un coup de couteau ? » Intéressante réaction si je prends en considération les attaques djihadistes d'aujourd'hui. Les attaques au couteau que ce soit en Israël ou en France montre que cette arme représente un symbole important pour ceux qui nous combattent, sans doute par la tradition de l'égorgement et du maniement de l'arme blanche qui représente un affrontement viril. Or, les occidentaux ont abandonné l'arme blanche pour combattre à distance par drones, bombardement, tir de canon de char ou d'artillerie. L'embuscade d'Uzbin en 2008 avait souligné ce choc de l'opinion face à un combat qui aurait eu lieu à l'arme blanche. L'occidental craint sinon refuse le contact physique.

Or, celui qui nous combat nous considère comme lâche par ce refus du corps à corps, du combat d'homme à homme. Les talibans hier, daech aujourd'hui veulent aujourd'hui cet affrontement où le guerrier et ses valeurs individuelles prime sur le combat technologique et déshumanisé que l'occident pratique. Un avantage pour l'ennemi est alors notamment de valoriser ses nouveaux héros, qualifiés de martyrs, afin d'affirmer sa suprématie morale et inciter au recrutement. N'est-il pas temps de se réapproprié ces savoir-faire du combat physique ?

La question qui se pose est la suivante : quels sont les héros que nous voulons valoriser et opposer à ces salafistes pour établir un équilibre entre cette bataille des perceptions guerrières ? Donner un visage à un combattant occidental, établir et diffuser ses faits de guerre, ses succès, sa valeur morale dans l'engagement et le don de soi, seraient peut-être un moyen efficace pour combattre cet ennemi salafiste. Celui-ci, s'auto-nommant djihadiste, donc se donnant une image de guerrier et de combattant exemplaire au service de sa foi, a un ascendant qui attire notamment les adolescents en quête de repère ou les anciens délinquants, même si ceux-ci ne représentent que 16 % des salafistes mais la plus grande partie des auteurs d'actes violents.

Il serait souhaitable de valoriser les faits d'armes des personnels de nos forces armées ou de sécurité intérieure. Remettre une légion d'honneur à quelqu'un mort « par hasard » lors d'un attentat est une erreur politique et un affaiblissement de la mise en valeur de ceux qui ont agi en conscience, notamment au péril de leur vie. La Légion d'honneur doit mettre à l'honneur celui qui s'est conduit comme un héros au profit de la communauté nationale ou qui a apporté un bien-être supplémentaire à la collectivité.

Quant à la dévalorisation du faux-héros salafiste, condamner lourdement, déchoir de la nationalité pour les cas les plus graves, symbole fort même s'il ne concerne que peu de personnes, retirer des droits civiques sont aussi des moyens à mettre en œuvre pour ternir l'aura de soi-disant héros que veulent prendre les salafistes par des actions terroristes exaltés par leur propagande. Certes quand l'intéressé s'est fait exploser, cela ne signifie plus grand-chose. Il est mort. En revanche, ses proches, qui ne sont jamais au courant ou presque selon leurs dires, peuvent être éventuellement concernés par une partie de ces mesures si leur complicité est avérée.

Le salafiste violent ne doit pas être considéré comme un héros. Ses actions terroristes semblent s'apparenter à des crimes de guerre et nous sommes en guerre contre lui. Il n'est pas possible de clamer les valeurs et la défense des droits de l'homme si les actes violents des

salafistes ne sont pas dénaturés au moyen d'un contre-discours efficace de l'Etat, visant en l'occurrence la destruction de son image positive. Le salafiste n'est pas un héros.